

ASSEMBLÉE DES TERRITOIRES

Vendredi 31 mars 2017 - Session plénière
Salle de l'Aire - FRONTIGNAN



La démocratie territoriale en action,
un dispositif unique en France

laregion.fr

ASSEMBLÉE
DES TERRITOIRES



La Région
Occitanie
Pyrénées - Méditerranée



La République des Territoires au cœur de notre projet

Dès le début de mon mandat, j'ai souhaité que la République des Territoires soit au cœur du projet politique de notre région. Avec l'instauration d'une gouvernance partagée et la place donnée à la concertation, j'ai engagé le renouvellement de nos pratiques en matière de construction et de mise en œuvre des politiques publiques.

Aujourd'hui l'Assemblée des Territoires est une réalité qui concrétise cette ambition. C'est un outil inédit. Un outil qui permet de répondre aux enjeux de proximité et d'efficacité. Cet outil est le vôtre.

Il a pour vocation de faciliter la mutualisation des bonnes pratiques, les échanges d'expériences et la diffusion de l'innovation, notamment pour expérimenter des solutions nouvelles.

Réunis le 4 novembre dernier à Albi, nous avons officialisé la naissance de cette nouvelle instance démocratique, unique en France, qui a pour vocation d'être un véritable espace de dialogue entre les territoires et la Région, et, les territoires entre eux.

Aujourd'hui, à Frontignan, nous allons plus loin. Il s'agit de structurer l'Assemblée des Territoires, de la doter d'une organisation interne et d'une méthode de travail, de définir un fonctionnement souple et innovant afin de l'inscrire durablement dans une logique de co-construction.

Je me réjouis de vous retrouver à nouveau pour imaginer et construire ensemble les politiques territoriales de demain. Des politiques ambitieuses, adaptées aux attentes des citoyens et aux besoins de chaque territoire.

Je crois à la vitalité des territoires, à la pertinence des initiatives locales, à la force des idées venues du terrain. C'est par la proximité et le dialogue territorial que nous pourrions mettre en œuvre toute notre intelligence collective, au service de l'attractivité et du dynamisme de l'ensemble de notre Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée. Parce que le collectif est synonyme d'efficacité, de développement équilibré et d'innovation pour les territoires et leurs acteurs.

Carole DELGA

Ancienne ministre

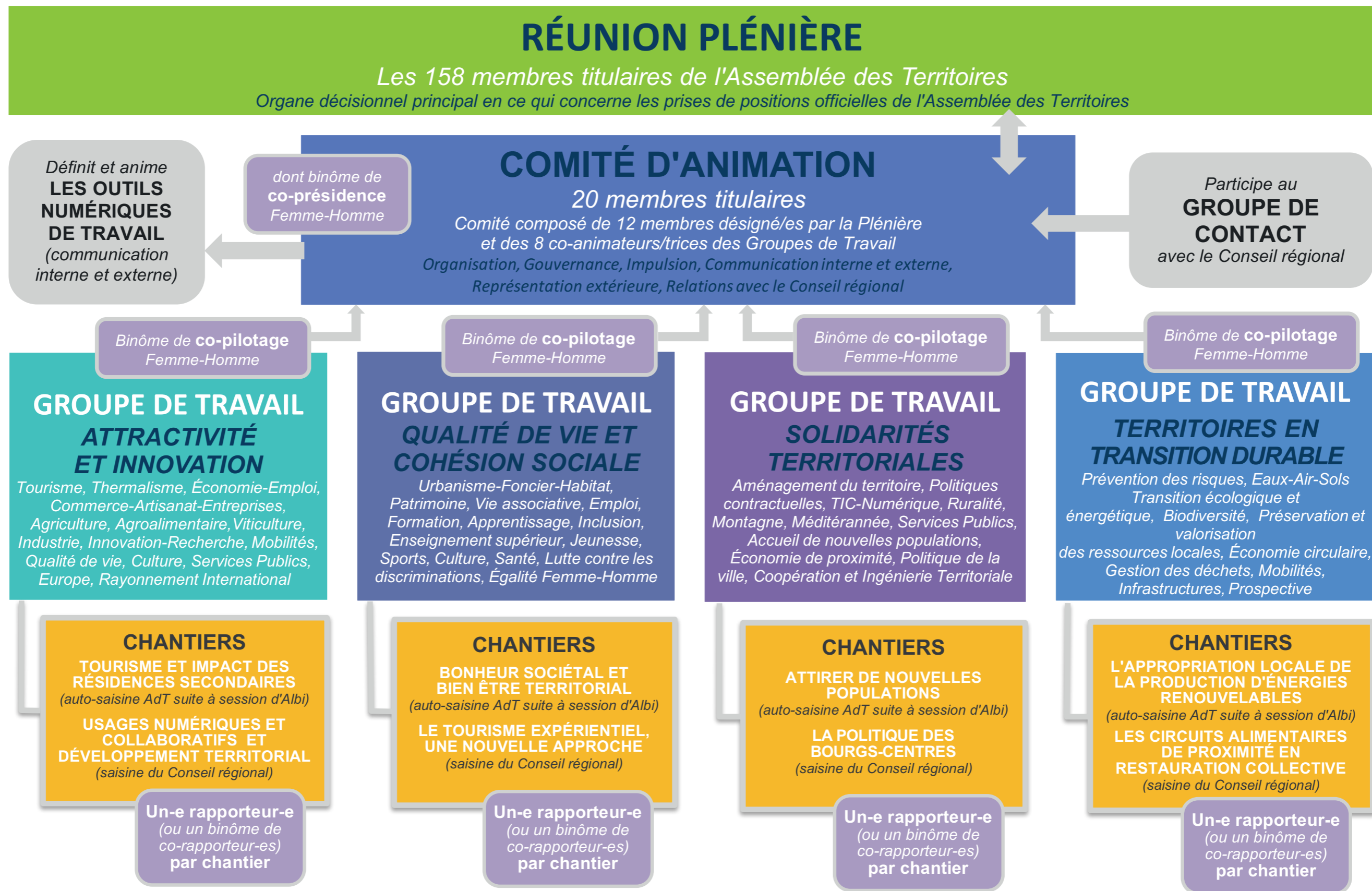
Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

Sommaire

	Page
Projet d'organigramme fonctionnel de l'Assemblée des Territoires	6
Fiche 1 La politique régionale en faveur de la transition énergétique - Appropriation locale de la production d'énergies renouvelables	8
Fiche 2 Le Schéma de Développement du Tourisme et des Loisirs (SRDTL) 2017-2025 - Tourisme et impact des résidences secondaires - Tourisme expérientiel : une nouvelle approche	10
Fiche 3 La politique des bourgs-centres	12
Fiche 4 Les circuits alimentaires de proximité en restauration collective	14
Fiche 5 Usages numériques et collaboratifs et développement territorial	15
Fiche 6 Bonheur sociétal et bien-être territorial	16
Fiche 7 Attirer de nouvelles populations	17
Organigramme des services régionaux	18
Projet de règlement intérieur	20

Projet d'organigramme fonctionnel

de l'Assemblée des Territoires Occitanie / Pyrénées-Méditerranée





Fiche n°1

La politique régionale en faveur de la transition énergétique - Appropriation de la production locale d'énergies renouvelables

La convergence des défis climatique et énergétique impose l'urgence d'agir pour la mise en place de modes de production et de consommation faiblement émetteurs de gaz à effet de serre et d'actions visant à limiter la vulnérabilité des territoires. La COP 21 de décembre 2015 a débouché sur l'Accord de Paris qui a rappelé ces défis et formalisé un engagement international pour limiter l'augmentation des températures en-dessous des 2°C.

Dans ce contexte, la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée s'est engagée dans le domaine de la transition énergétique pour devenir la première Région à énergie positive d'Europe. **Devenir Région à énergie positive, signifie que 100 % de la consommation d'énergie sera couverte par la production d'énergie renouvelable d'ici 2050 : atteindre cet objectif nécessite de s'inscrire dans une logique d'action à long terme.**

L'objectif poursuivi doit permettre d'inscrire la transition énergétique comme l'un des moteurs de la croissance économique régionale, en mobilisant les leviers de l'innovation, de la formation, de la concertation à l'échelle des territoires, et de l'ingénierie financière, pour orienter les choix des investisseurs publics et privés vers des projets de transition.

La Région doit se fixer un cap, des objectifs et une trajectoire de long terme, assortis d'un plan d'actions ambitieux et partagé avec les acteurs des territoires. Le 6 février dernier, la Présidente Carole Delga a ouvert le premier séminaire de travail sur la définition d'une trajectoire. Des ateliers d'experts se tiendront sur 6 thématiques au printemps 2017 afin de détailler des objectifs ciblés par secteur d'activité et par filière d'énergie renouvelable, et identifier les principaux enjeux et leviers à actionner. La suite de la démarche va permettre d'impliquer les territoires et les citoyens : une concertation associant les acteurs des territoires et partenaires mobilisés pour la transition énergétique sera lancée au second semestre 2017 afin d'identifier les actions à mettre en œuvre.

Cette concertation « Région à énergie positive », reposera sur la mobilisation d'outils innovants. Elle prendra la forme d'un « grand débat » sur la transition énergétique, interpellant chacun pour d'une part partager le scénario « Région à énergie positive », et d'autre part, être contributeur à la stratégie régionale en proposant des actions. Cette concertation permettra d'identifier les actions opérationnelles à mener et les leviers à mobiliser.

Tout en prenant le temps de définir une trajectoire « Région à énergie positive » et le temps de la concertation pour une vision collective et partagée avec les territoires et les citoyens de la transition énergétique, la Région poursuit son action. Ainsi, l'éco-chèque logement a été élargi à l'ensemble du territoire régional dès 2016, les dynamiques d'appels à projet sont poursuivies (auto-consommation d'électricité photovoltaïque, développement des projets d'énergie participatifs et citoyens, économie circulaire), la création d'une Agence régionale de l'énergie est engagée, et une convention de partenariat avec les 13 syndicats départementaux d'énergie, rassemblée au sein du Pôle Energie d'Occitanie, a été signée.

L'Assemblée des Territoires a décidé lors de sa session d'Albi d'engager un travail sur le thème de « De la préservation à la valorisation des ressources locales ». Dans le prolongement de ce premier atelier, des réflexions seront poursuivies dans le cadre du chantier « Appropriation locale de la production d'énergies ».

En effet, le chantier du 31 mars a pour objectif de définir une méthodologie et un calendrier de travail sur le sujet de l'appropriation locale de la production d'énergies renouvelables, en s'appuyant pour démarrer sa réflexion sur des expériences menées par deux territoires qui ont engagé une démarche globale de transition énergétique depuis plusieurs années.

La Commune de Luc-sur-Aude a notamment mis en place un parc photovoltaïque citoyen avec un collectif d'habitants. L'objectif est de produire et consommer son énergie localement. La commune a porté le projet et elle est actionnaire de la société de production d'électricité 1,2,3 soleil. Les habitants de la commune sont également actionnaires et décideurs de la gestion de la société 1,2,3 soleil.

Le Pays Midi-Quercy a pour objectif de devenir territoire à énergie positive en 2050. Dans cette perspective, le PETR a mis en place une stratégie dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial pour développer l'efficacité et la sobriété énergétique. Lauréat de l'appel à projets « territoire à énergie positive pour la croissance verte » (TEPOS), il envisage la création d'une structure coopérative dont l'objet sera l'investissement dans des unités de production d'énergie à partir de sources renouvelables qui bénéficiera à l'ensemble des communes et des citoyens du Pays. Cette structure porterait des projets du type : centrales hydroélectriques, unités de méthanisation, centrales solaires photovoltaïques.



© Alain Baschenis



Fiche n°2

Le schéma de Développement du Tourisme et des Loisirs (SRDTL) 2017-2025 - Tourisme et impact des résidences secondaires - Tourisme expérientiel : une nouvelle approche

Le schéma de Développement du Tourisme et des Loisirs (SRDTL) 2017-2025

Les chiffres clés du tourisme le confirment : la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée est la plus fréquentée de l'Hexagone par les touristes français et la quatrième pour la fréquentation touristique des clientèles étrangères. Avec 108 000 emplois, le tourisme est le deuxième secteur d'activité de l'économie régionale, juste derrière celui de l'agriculture/agroalimentaire et devant ceux du BTP et de l'aéronautique.

Dans un contexte concurrentiel de plus en plus aigu, la Région veut mettre en œuvre une politique de développement touristique offensive, ciblée et performante afin de s'appuyer sur cette activité pour créer de l'emploi et du développement, pour contribuer à la qualité de vie de ses habitants et participer à l'aménagement de son territoire.

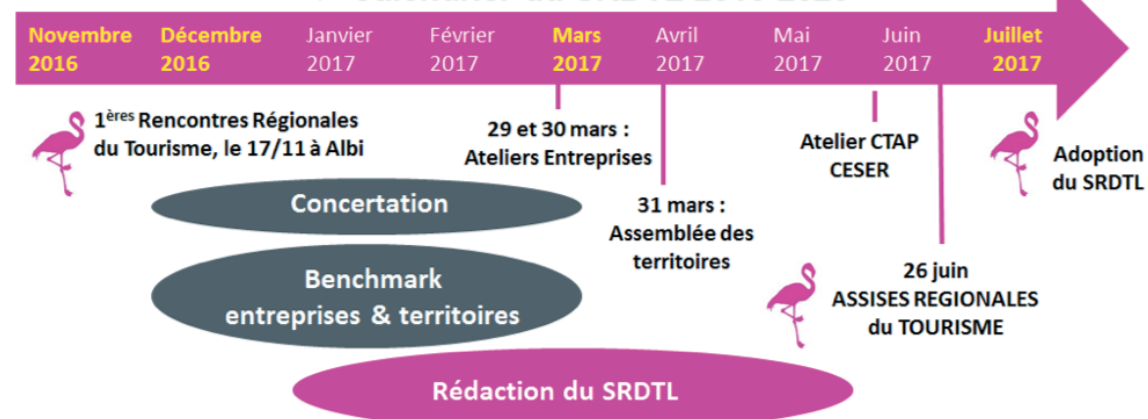
L'ambition pour le tourisme régional est que l'Occitanie se positionne dans le Top 10 des destinations européennes à horizon 2021.

Pourquoi un Schéma Régional du Tourisme et des Loisirs (SRDTL)

La Région souhaite élaborer ce schéma non pas parce que la loi l'y oblige mais parce qu'elle veut mettre en œuvre une politique touristique performante pour ses entreprises et ses territoires, concourant à la compétitivité régionale, à la qualité de vie de ses habitants et à la valorisation de ses atouts et de son patrimoine naturel, culturel et historique.

Le SRDTL permettra de définir l'articulation des politiques touristiques de la Région avec celles des partenaires publics et des activités des socio-professionnels du tourisme agissant sur le territoire de la région Occitanie.

► Calendrier du SRDTL 2016-2025



L'élaboration du SRDTL

Une importante phase de concertation se déroule actuellement avec les acteurs institutionnels et les entreprises, phase de concertation qui s'articule avec un travail d'expertise permettant d'identifier les axes stratégiques de la politique régionale et de structurer un programme d'actions opérationnel.

Cette démarche vise à assurer la cohérence et l'efficacité de la politique touristique régionale en adoptant une approche à la fois économique et territoriale, en lien étroit avec la dynamique d'innovation, reconnue comme levier de croissance et élément différenciateur.

Résidences secondaires en Occitanie

La Région Occitanie / Pyrénées - Méditerranée compte 512 381 résidences secondaires ce qui constitue 17,1% du nombre de résidences secondaires en France et positionne le territoire au 1er rang des régions françaises.

Ces résidences secondaires se répartissent dans toutes les communes de la Région avec une densité plus forte dans les stations littorales et de montagne. Ainsi 10 communes littorales regroupent plus de 15% des résidences secondaires.

Le potentiel économique que représentent ces hébergements tient à leur capacité d'accueil et aux retombées économiques que l'on peut en attendre en termes de consommations touristiques et de maintien des emplois.

Les défis à relever pour les propriétaires sont ceux de leur modernisation, de leur mise en marché, de l'augmentation de leur taux d'occupation annuelle. Les défis à relever pour les territoires sont ceux de l'attractivité et du développement des ailes de saison afin de donner de la valeur à leur destination et inciter les propriétaires à développer l'occupation de leur résidence. Le chantier du 31 mars sera consacré à cette problématique afin de définir ensemble une méthode et un calendrier pour relever collectivement les défis.

Le tourisme expérientiel : une nouvelle approche

Le tourisme expérientiel que l'on appelle également tourisme créatif, est une nouvelle pratique en plein essor. Il se définit comme forme de tourisme impliquant l'apprentissage d'une compétence liée à la culture du pays ou de la communauté visitée. Le touriste « créatif » recherche une forme d'interactivité avec le territoire, il désire connaître les façons de vivre de ses habitants, visiter les arrière-scènes et accéder à des endroits où les touristes n'ont pas l'habitude d'aller. Il ne souhaite plus se contenter de voir ou d'admirer des œuvres, il veut apprendre non pas en reproduisant, mais plutôt en ajoutant une dimension personnelle.

La destination Occitanie / Pyrénées - Méditerranée a toute légitimité à développer cette forme de tourisme qui contribuera à mettre en valeur l'ensemble de ses attraits et de ses territoires et à structurer une destination innovante qui répond aux attentes des touristes et aux outils numériques développées dans ce secteur qui a toujours été fer de lance en termes de e-transformation.

Le développement du tourisme expérientiel consiste donc à favoriser les coopérations entre les professionnels du tourisme, de l'animation, de la culture, les habitants, les collectivités et les acteurs de la promotion touristique de façon à générer des flux touristiques et des retombées économiques sur les territoires par la mise en marché d'activités, plus précisément d'expériences qui contribueront à augmenter la durée de séjour des touristes.

Le chantier se penchera sur ce sujet en traitant les questions suivantes :

- Qui sont les acteurs publics privés à mobiliser pour faire émerger, consolider et développer des expériences touristiques créatives ?
- Quels sont leurs rôles respectifs et leur complémentarité ?
- Quelles sont les collaborations possibles entre les acteurs et comment les encourager ?

Les conclusions de ce chantier, qui fait l'objet d'une saisine par le Conseil régional, sont attendues pour juin 2017 afin d'être prises en compte dans le SRDTL.



Fiche n°3

La politique des bourgs-centres

La structuration territoriale de la région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée se caractérise par une forte majorité de communes de très petite taille :

- 2 750 des 4 488 communes de la région comptent moins de 500 habitants,
- 3 475 communes ont moins de 1 000 habitants,
- seulement 78 communes ont plus de 10 000 habitants, dont 23 seulement sont situées en dehors du périmètre des deux métropoles et des agglomérations.

Certaines de ces communes remplissent une fonction de centralité vis-à-vis de leur environnement économique et social.

Ces communes doivent pouvoir offrir des services de qualité pour répondre aux attentes des populations existantes et nouvelles en matière de services aux publics, habitat, petite enfance, jeunesse, santé, accès aux commerces, équipements culturels, sportifs, touristiques et de loisirs.

Pour leur développement économique, elles doivent également être en capacité d'apporter des réponses adaptées aux nouveaux besoins des entreprises, notamment en termes de qualité des infrastructures d'accueil.

Par son rôle de chef de file dans le domaine de l'aménagement du territoire et, plus particulièrement dans le cadre de sa politique territoriale, la Région a décidé de soutenir les investissements publics locaux visant à renforcer l'attractivité et le développement des « Bourgs-centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée ».

Cette politique, dont les principes directeurs ont été approuvés par la CP du 16 décembre 2016 et qui sera complétée très prochainement par l'approbation de modalités de mise en œuvre (dont le cahier des charges), constitue la « première pierre » à l'édifice de la nouvelle politique territoriale contractuelle de la Région Occitanie qui entrera dans les faits début 2018 pour la période 2018 / 2021.

Ainsi, les Contrats « Bourgs-centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » auront vocation à s'inscrire dans le cadre d'une nouvelle génération de Contrats Territoriaux avec les Agglomérations et les territoires ruraux.

L'action de la Région sera principalement ciblée vers les communes et les EPCI concernés, situées en espace rural ou dans le périmètre d'une Communauté d'Agglomération (hors ville centre pour ces dernières). Globalement, la Région souhaite soutenir les communes rurales et périurbaines (et les EPCI associés) qui jouent un rôle pivot ou de centralité vis-à-vis de leur territoire environnant (bassin de vie) et qui, sur la base d'un diagnostic partagé, seront invités à définir une stratégie d'aménagement et de développement durable de leur fonction de bourgs-centres.

Cette stratégie devra s'appuyer sur :

- un projet urbain et de qualification du cadre de vie ;
- un projet de qualification et de valorisation du Patrimoine architectural et historique ;
- un projet de développement économique y compris tourisme pour les communes et territoires concernés ;
- une politique en faveur du logement ;
- la définition d'une offre de services à la population ;
- la prise en compte de la mobilité ;
- une stratégie d'offre culturelle ;
- un projet environnemental dans sa dimension transversale, adaptée à l'ensemble du projet de développement et de valorisation du bourg.

Pour nourrir la réflexion et en complément de l'élargissement à l'ensemble du territoire régional de l'appui aux investissements des petites communes dans leurs centres-bourgs, la Région souhaite que l'Assemblée des Territoires puisse faire part de ses attentes et apporter sa contribution, notamment au travers des questions suivantes :

- Comment renforcer l'attractivité de ces bourgs-centres dans le domaine du développement économique et de l'emploi ?
- Quelles fonctions doivent-ils assurer vis-à-vis de leur territoire de proximité ?
- Par quels moyens peut-on renforcer la qualité du cadre de vie des populations, notamment en matière d'habitat et de services ?
- Quelle place peuvent-ils prendre dans le domaine de la transition écologique et énergétique ?
- Quelles méthodes d'approche pour bâtir un projet global de valorisation et de développement ?

Les conclusions de ce chantier, qui fait l'objet d'une saisine par le Conseil régional, sont attendues dès le 31 mars, afin d'être prises en compte dans la définition du nouveau dispositif.





Fiche n°4

Les circuits alimentaires de proximité en restauration collective

Les anciennes Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées ont accompagné ces 10 dernières années de façon croissante le développement et la structuration des circuits courts et de proximité, dans le cadre d'une politique en faveur d'une agriculture durable et d'une alimentation de qualité.

Plusieurs dispositifs ont ainsi permis de structurer le développement des circuits courts et de proximité, d'accompagner les projets individuels et collectifs de commercialisation et de transformation, d'assurer la visibilité de l'offre de produits commercialisés en lien avec Sud de France, d'améliorer la connaissance de ces nouveaux modes de commercialisation, de promouvoir l'alimentation de proximité dans les lycées (opérations « Fruits pour la récré », semaine des produits locaux et « Label Attitude »).

Dans le cadre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) adopté le 2 février dernier, la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée a mis les circuits de proximité et l'alimentation au cœur de son volet agricole et comme axe de développement fort de l'agriculture.

La priorité 3 agricole, « du produit au consommateur » prévoit ainsi une action forte en faveur :

- de la qualité des produits, en particulier via les SIQO et le Bio
- de leur promotion, via la marque Sud de France
- de la structuration des filières vers le consommateur en direct : point de transformation, agritourisme, points de vente.

Globalement, la Région a la volonté d'être pionnière en matière d'alimentation durable et de qualité, avec comme enjeux :

- le développement économique local et l'amélioration de la valeur ajoutée pour les producteurs ;
- le développement durable des productions agricoles ;
- l'équilibre local et la gouvernance au sein des territoires de productions ;
- la qualité et la sécurité alimentaire pour tous.

Pour poursuivre et amplifier la mise en œuvre de cette thématique forte, la Région devra s'appuyer sur les filières agricoles, les acteurs économiques mais également les territoires notamment pour favoriser l'organisation des filières et le partenariat entre producteurs et collectivités.

A partir de l'état de l'existant (outils, méthode, projets, formation...) en matière d'alimentation locale en région Occitanie, une contribution de l'Assemblée des Territoires est ainsi attendue à partir du premier trimestre 2018, afin de préciser :

- l'état de l'existant (outils, méthode, projets, formation...) en matière d'alimentation locale en région Occitanie ;
- les outils (guide, plate-forme, logistique, etc.) et moyens (humains, organisationnels, etc.) nécessaires / attendus pour démultiplier les initiatives réussies ;
- des propositions pour mettre en réseau les initiatives locales (partage d'expériences, gain d'efficacité, changement d'échelle...).

Les conclusions de ce chantier, qui fait l'objet d'une saisine par le Conseil régional, sont attendues pour fin 2017.



Fiche n°5

Usages numériques et collaboratifs et développement territorial

La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée mène une politique active dans le domaine du numérique, tant sur les infrastructures que sur le développement des usages, le soutien à la filière numérique, la diffusion du numérique dans l'économie, la formation, la recherche, l'éducation...

Socle de cette politique en la matière, la couverture numérique du territoire, fixe et mobile, constitue un enjeu majeur. A l'heure où les usages numériques se généralisent, il convient que chacun de nos concitoyens puisse avoir accès à des infrastructures numériques et services de qualité. C'est l'objet du Plan Régional Très Haut Débit, adopté lors de l'Assemblée Plénière du 26 mai 2016.

En parallèle, la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée a adopté en juin 2016 son « Initiative Numérique Etat - Région en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées » élaboré autour des axes suivants :

- le défi de la transformation numérique avec la diffusion des usages, le développement des compétences et la numérisation des entreprises ;
- faire du numérique une opportunité pour les filières régionales ;
- être la région de l'Innovation.

Grâce à cette politique dynamique, marquée notamment par l'accompagnement du développement des fablabs en Occitanie / Pyrénées-Méditerranée (via un appel à projets annuels), **la Région a obtenu en août 2016 le label international « Fab Région »**, devenant ainsi la toute première Fab Région de France. Elle accueillera, à ce titre, le Congrès Mondial des fablabs « Fab14 » en 2018.

Le 4 novembre 2016, lors de la 1ère réunion de l'Assemblée des Territoires, l'un des ateliers a permis d'engager une réflexion sur les modalités de soutien des lieux favorisant le développement de l'économie collaborative, **les Tiers Lieux**. Ces nouveaux modes d'organisation peuvent permettre de relever plusieurs défis auxquels doit faire face le territoire régional, en matière de :

- développement durable (aspects environnemental et social) ;
- difficultés de mobilité pour les salariés dans les grandes aires urbaines (congestion des transports) ;
- attractivité économique de nombreux territoires : ruraux, en périphérie urbaine et en reconversion ;
- émergence d'une nouvelle économie collaborative et du manque de lieux favorisant son développement ;
- amélioration des conditions de travail, à travers la mise en place de nouvelles organisations du travail dans les entreprises privées comme dans les collectivités.

Confortée par les attentes exprimées lors de l'Assemblée des Territoires, la Région a lancé le 16 décembre 2016 un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), qui vise à collecter les projets de création ou d'extension de « Tiers Lieux » ainsi que les besoins des porteurs de projet.

A partir de cet état de situation, il est demandé à l'Assemblée des Territoires de faire des préconisations sur les conditions de réussite de lieux favorisant l'économie collaborative.

Celles-ci, attendues pour septembre 2017, permettront d'éclairer les termes d'une future intervention régionale.

Les conclusions de ce chantier, qui fait l'objet d'une saisine par le Conseil régional, sont attendues pour septembre 2017.



Fiche n°6

Bonheur sociétal et bien-être territorial

Avec près de 53 000 habitants supplémentaires chaque année, l'Occitanie est l'une des régions les plus dynamiques en Europe. Cet accroissement est principalement dû à un solde migratoire excédentaire et dans une moindre mesure au solde naturel correspondant aux naissances et à la diminution des décès due à l'augmentation de l'espérance de vie (légèrement supérieure en Occitanie que la moyenne nationale).

De plus, avec un PIB réel de 148,2 milliards d'euros en 2013, la Région a affiché une croissance économique sensiblement supérieure (+0,46% l'an) à la moyenne nationale entre 1990 et 2012, lui permettant de passer de 6,7 % à 7,3% du PIB national.

Toutefois, cette attractivité démographique et ce dynamisme économique, plus ou moins marqués selon les territoires, sont-ils le reflet du « bien-être » de la société occitanienne, enjeu fondamental pour toute politique publique ?

Quels sont les facteurs qui participent au « bien-être » : économiques, sociaux, environnementaux, culturels... ? Quelles sont plus précisément les composantes du bien-être : le travail, le temps libre, les services, le niveau d'éducation, la santé, le cadre de vie, la qualité environnementale... ?

Comment mesurer le bien-être à l'échelle territoriale ? Quels peuvent être les indicateurs pour évaluer ce concept pluridimensionnel et pour partie subjectif ?

L'évaluation du bonheur n'est pas qu'une interrogation philosophique, elle intéresse les pouvoirs publics pour qu'ils définissent des politiques au plus près des besoins des citoyens. Le bonheur ne peut se réduire à la richesse monétaire, au nombre d'équipements ou de services. Le bien-être de la population passe par d'autres facteurs qu'il convient de définir et de mesurer pour orienter l'action publique.

Lors de l'Assemblée des Territoires du 4 novembre 2016, un premier atelier s'est attaché à définir les facteurs de bien-être sur un territoire et les indicateurs permettant de le mesurer.

Le débat fût riche et constructif. Il a aussi bien porté sur l'emploi, l'habitat, les équipements et les services (accessibilité, mobilité, services au public et numérique) que sur l'éducation, la santé, les loisirs, la culture le sport, l'environnement et l'hygiène de vie.

Afin d'approfondir cette thématique, la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, accompagnée par la Fabrique Spinoza qui est le Think Tank français du bonheur citoyen présentera au cours de cette seconde session différentes initiatives locales menées sur des territoires infrarégionaux et définira collectivement une méthode et un calendrier pour avancer sur cette question essentielle.

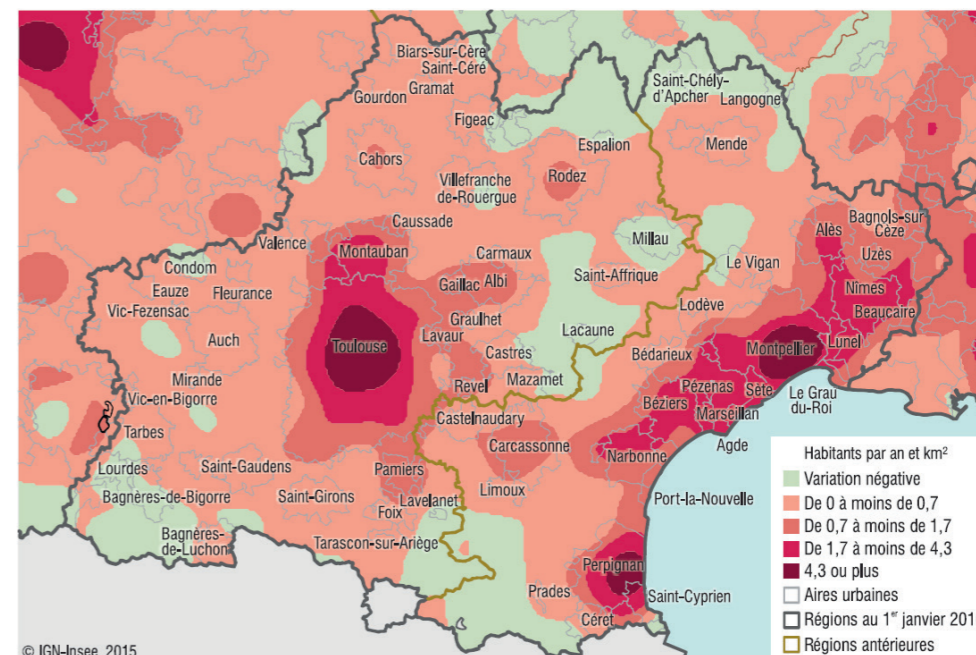


Fiche n°7

Attirer de nouvelles populations

Avec plus de 50 000 habitants supplémentaires en moyenne tous les ans, la Région Occitanie se caractérise par sa capacité d'accueil qui fait d'elle la Région française la plus attractive. Au-delà de ce chiffre régional, certains territoires d'Occitanie font cependant face à un véritable défi démographique.

Ces territoires, souvent dits « ultra ruraux », parfois situés en zone de montagne, continuent, malgré la croissance régionale, de perdre de la population ou parviennent parfois à rester stables grâce au seul fait d'un solde migratoire positif.



Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011.

Ce sont ces territoires qui ont été au cœur des échanges et des débats lors du 1er atelier organisé par l'Assemblée des territoires en novembre 2016.

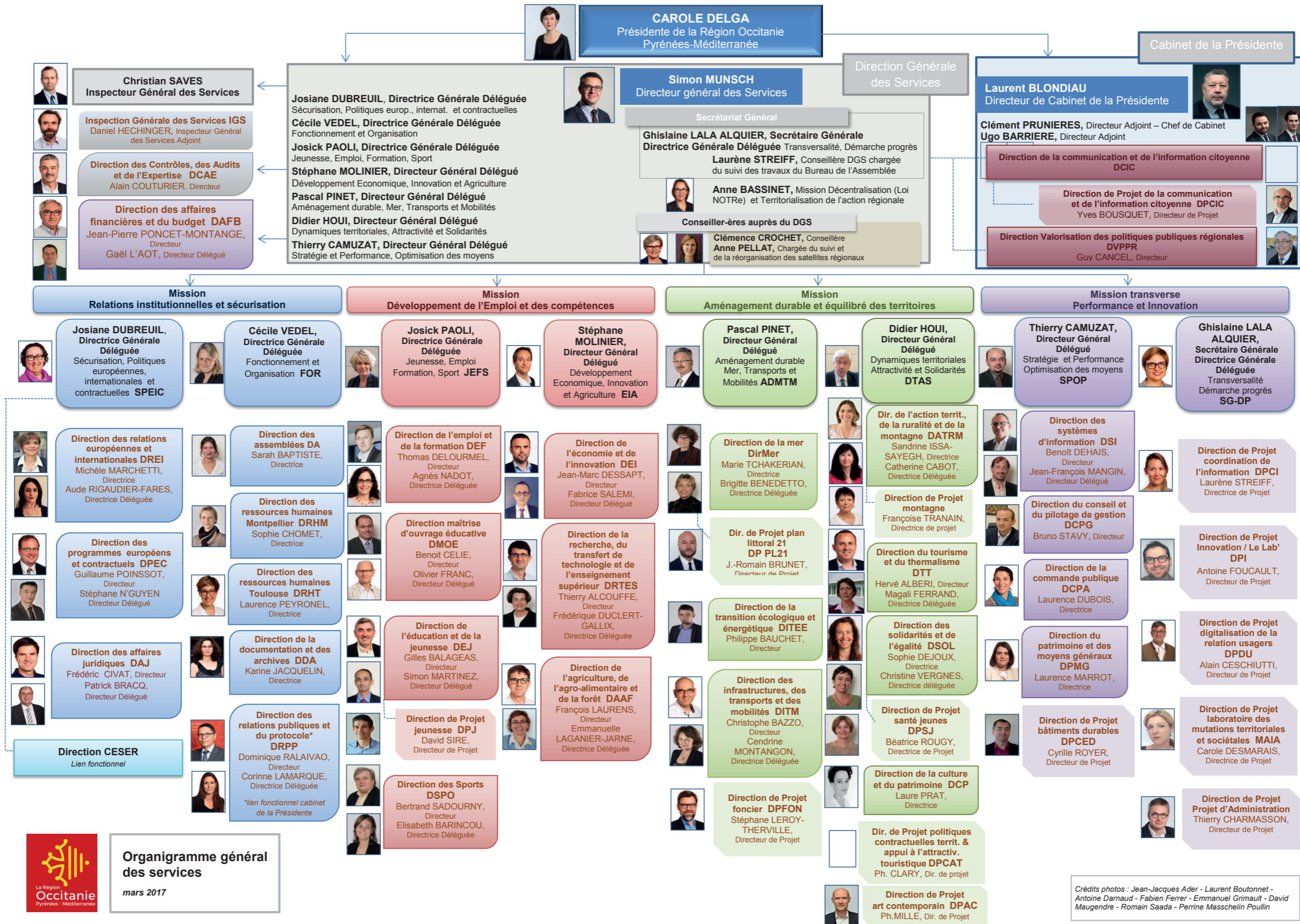
De nombreux territoires présents ce jour-là ont fait part de leurs interrogations, de leurs difficultés et de leurs attentes comme par exemple :

- Qu'est ce qui fait la spécificité de mon territoire ? Comment le valoriser ? Comment le « vendre » ?
- De quels atouts dispose mon territoire pour attirer des populations ? Quelles sont mes spécificités ?
- Pourquoi accueillir ? Quel public viser ?
- Comment construire une politique d'accueil ? Avec quels partenaires ? Quels liens avec la population ?
- Quels outils concrets et quelles méthodes existent pour attirer de nouvelles populations ?
- Quelles possibilités d'accompagnement ? Financiers et méthodologiques ?

Afin de poursuivre ces premiers échanges d'une grande richesse, ce 2ème atelier aura vocation à présenter plusieurs expériences de politiques d'accueil à l'échelle de la Région ou au-delà.

Ces expériences permettront d'aborder à la fois la méthodologie à mettre en place et les outils mobilisables. Elles permettront aux territoires de se poser les bonnes questions en amont tout en mettant en avant les leviers-outils qui peuvent être utilisés. Enfin, elles auront également vocation à mieux cerner les freins des politiques d'accueil, notamment au travers de l'analyse des limites auxquelles se sont trouvées confrontées certaines initiatives.

Organigramme des Services régionaux



PROJET DE RÈGLEMENT INTÉRIEUR

RÉGION OCCITANIE / PYRÉNÉES MÉDITERRANÉE ASSEMBLÉE DES TERRITOIRES

PROJET DE RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Élaboré et adopté par le «Groupe de contact» établi entre
l'Assemblée des Territoires et le Conseil Régional

NOTA : Il s'agit là d'un document issu des échanges du «Groupe de contact» composé de sept membres de l'Assemblée des Territoires (désignés au sein de l'atelier «Gouvernance» lors de la session constitutive du 4 novembre dernier) et de sept membres du Conseil Régional (le Bureau de l'Assemblée du Conseil Régional + la Vice Présidente du Conseil Régional et la Présidente de la commission sectorielle chargées de la politique territoriale).

Sur la base des premières préconisations de l'atelier «Gouvernance», l'objectif est de doter l'Assemblée des Territoires d'un fonctionnement réellement autonome, basé sur des règles à la fois souples et efficaces.

Rappel : une fois rédigées, ces règles de fonctionnement devront être adoptées dans les mêmes termes par la Plénière de l'Assemblée des Territoires et par la Plénière du Conseil Régional. Il s'agit donc de parvenir à un document qui devra satisfaire en tout point les deux assemblées, et ce dans le respect de leurs prérogatives. Il a été convenu que c'est l'Assemblée des Territoires qui se prononcera en premier dans ce processus décisionnel.

- Préambule

a | Dans un souci de proximité et de solidarité, le Conseil Régional d'Occitanie (ci-après désigné par «le Conseil Régional») a souhaité installer à ses côtés une Assemblée des Territoires (ci-après désignée par le sigle AdT) représentative de la richesse et de la diversité de l'Occitanie, sous forme d'un organe de concertation, d'évaluation et de conseil, d'expérimentation et de mutualisation d'expériences.

b | Le Conseil Régional a fixé les compétences de l'AdT et les grands principes de sa composition par une délibération en sa Plénière le 26 mai 2016, puis a déterminé la cartographie des territoires et le mécanisme général de leur représentation par une délibération en sa Commission Permanente le 1er juillet 2016.

c | Le présent Règlement, qui a pour but de préciser le fonctionnement de l'AdT, est adopté dans les mêmes termes par l'AdT et le Conseil Régional.

d | Le Conseil Régional aidera l'AdT à coordonner ses travaux avec les autres «outils de la citoyenneté active» que la Région Occitanie entend mettre en place (Conseil Régional des Jeunes, commissions citoyennes, consultations locales, etc.), notamment en s'attachant à ce que la cartographie opérationnelle de ces outils soient en cohérence avec celle des bassins de vie constitutifs de l'AdT.

1 - Compétences de l'Assemblée des Territoires

L'Assemblée des Territoires a pour mission :

- a |** De faire vivre l'équité territoriale, notamment en faisant des recommandations pour améliorer l'accès à une gamme de services et d'équipements proches et de qualité, et ce, que l'on habite dans une zone peu peuplée ou dans une métropole ;
- b |** D'être un organe de concertation en lien avec avec le Conseil Régional, notamment en ce qui concerne la correction ou la compensation solidaire des handicaps naturels ;
- c |** D'être une assemblée où s'incarne la richesse de la diversité de nos territoires, notamment au travers de la valorisation des savoir-faire industriels et artisanaux ou par la promotion des atouts naturels ;
- d |** D'être un espace de réflexion autour des principaux sujets qui structurent l'agenda du Conseil Régional, en restant dans les strictes limites des compétences régionales telle que définies par la Loi ;
- e |** D'être un organe de propositions au Conseil Régional sur les grands dossiers régionaux ;
- f |** D'être un lieu d'échange des bonnes pratiques, un dispositif en vigueur jugé pertinent sur un territoire pouvant également faire sens sur un autre territoire ;
- g |** D'être un lieu d'expérimentation, de mutualisation et d'innovation dans la mise en œuvre des politiques publiques.

2 - Composition de l'Assemblée des Territoires

a | L'Assemblée des Territoires est composée de 158 élu/es locaux/ales - non membres du Conseil Régional - issu/es des territoires de la Région Occitanie.

b | Chaque élu/e titulaire d'un siège à l'AdT travaille en concertation continue avec un/e élu/e suppléant/e issu/e du même bassin de vie, désigné/e en même temps que lui/elle et qui lui est nommément rattaché/e. Titulaires et suppléant/es reçoivent tout/es deux les mêmes informations utiles sur les travaux de l'AdT, charge à eux/elles de se coordonner ensuite étroitement dans leur action et représentation. Dans le cadre des travaux de l'AdT, un/e suppléant/e peut ainsi être amené/e à agir en lieu et place de son/sa titulaire (à la demande de ce/tte dernier/e) en toutes circonstances, y compris dans les fonctions d'animation ou de coordination de l'AdT. Un/e membre titulaire peut notamment charger son/sa suppléant/e du suivi régulier d'un dossier, le Comité d'Animation de l'AdT en est alors dûment informé.

c | Les membres de l'AdT, titulaires et suppléant/es, sont conjointement désigné/es - à l'invitation du Conseil Régional qui en fixe le nombre pour chaque bassin de vie - par les instances dirigeantes des territoires de projet désignés pour cela par le Conseil Régional.

d | Chaque territoire de projet désigne librement ses représentant/es à l'AdT sous réserve de respecter la parité femme/homme dans le cadre de cette désignation et de choisir, le cas échéant et conformément aux indications arrêtées par le Conseil Régional, des élu/es issu/es des divers bassins de vie constitutifs du territoire de projet.

e | Les membres de l'AdT, titulaires et suppléant/es, sont nommé/es pour une période de six ans qui correspond à la durée de la mandature de l'AdT. Leur mandat au sein de l'AdT est renouvelable.

f | En cas de vacance d'un siège au sein de l'AdT pour quelle raison que ce soit (démission, perte du statut d'élu/e local/e, modification de sa représentation par l'instance de désignation initiale, décès) l'instance compétente du territoire de projet dont le siège est vacant pourvoit sans délai à son emplacement. Ce remplacement - qui doit respecter les règles de désignation initiales (parité femme/homme, représentation du bassin de vie) - est aussitôt communiqué aux instances de l'AdT et du Conseil Régional. La vacance d'un siège d'un/e membre titulaire n'entraîne en rien celle du siège de son/sa suppléant/e, ce/tte dernier/e restant membre de l'AdT tant que l'instance de désignation n'en a pas, le cas échéant, décidé autrement. En cas de remplacement, le mandat au sein de l'AdT se termine à la date à laquelle aurait pris normalement fin le mandat de la personne remplacée.

g | En cas d'absence prolongée d'un/e membre de l'AdT, le Comité d'Animation - après s'être enquis des raisons de cette absence - peut demander à l'instance du territoire d'origine de cette personne, dès lors considérée comme démissionnaire, de pourvoir sans délai à son remplacement.

h | En l'absence de désignation par un territoire de projet de tout ou partie de ses représentant/es à l'AdT, le Comité d'Animation de l'AdT désigne par tirage au sort les élu/es manquant/es parmi les élu/es de ce territoire qui auraient signalés leur intention d'occuper le ou les sièges vacants, suite à un

appel à manifestation d'intérêt lancé par ce Comité d'Animation. Le mandat des membres de l'AdT ainsi désigné/es se termine en fin de mandature de l'AdT, comme s'ils/elles avaient été désigné/es par un territoire de projet.

3 - Votation, quorum, délégation de vote à l'Assemblée des Territoires

- a |** Dans tous les organes de l'AdT, les décisions se prennent à la majorité des suffrages exprimés. En cas d'égalité, aucun/e membre n'a de voix prépondérante.
- b |** Dans tous les organes de l'AdT, il n'est pas prévu de quorum et les délibérations sont donc valables quel que soit le nombre des membres présent/es.
- c |** Il n'existe pas de délégation de vote entre membres de l'AdT autre que la délégation de vote entre un/e titulaire et son/sa suppléant/e.

4 - Réunion plénière de l'Assemblée des Territoires

- a |** La Plénière de l'AdT réunit les 158 membres titulaires (ou, le cas échéant, leurs suppléant/es).
- b |** La Plénière est l'instance décisionnelle seule habilitée à arrêter les décisions de l'AdT. La Plénière peut cependant déléguer certaines parties de son pouvoir de décision au Comité d'Animation de l'AdT.
- c |** Les travaux de la Plénière sont conduits par le Comité d'Animation de l'AdT.
- d |** Sur invitation du Comité d'Animation, des personnalités qualifiées peuvent être invitées à venir s'exprimer devant la plénière de l'AdT pour en éclairer les travaux. Le/la Président/e du Conseil régional (ou son/sa représentant/e) peut, de droit, venir faire une déclaration en séance plénière de l'AdT.
- e |** Les services administratifs des territoires de projet liés à l'AdT peuvent assister aux réunions plénières de l'AdT - sous réserve de s'être préalablement inscrit/es, dans la limite d'un/e collaborateur/trice par territoire et de la capacité d'accueil de la salle - mais sans y avoir voix consultative ou décisionnelle.
- f |** Tou/tes les élu/es de la Région Occitanie (élu/es municipaux/ales, départementaux/ales, régionaux/ales, parlementaires) peuvent assister aux plénières de l'AdT - sous réserve de s'être préalablement inscrit/es et dans la limite de la capacité d'accueil de la salle - mais sans y avoir voix consultative ou décisionnelle.

5 - Comité d'Animation de l'Assemblée des Territoires

- a |** La Plénière de l'AdT désigne en son sein parmi ses membres titulaires, en respectant la parité femme/homme, un Comité d'Animation de vingt personnes chargé d'organiser les travaux de l'AdT, d'impulser des initiatives, de représenter l'AdT vers l'extérieur et d'en coordonner la communication. Ce Comité d'Animation est également en charge des relations entre l'AdT et le Conseil Régional.
- b |** Le Comité d'Animation, dont les membres sont nommés pour trois ans renouvelables, est composé :
 - du binôme femme/homme chargé du pilotage de chaque Groupe de Travail permanent de l'AdT ;
 - d'un nombre complémentaire de membres de l'AdT choisis par sa Plénière pour que la composition du Comité d'Animation soit au final représentative de la diversité géographique de la Région Occitanie.
- c |** Après appel à candidatures, la désignation de ce Comité d'Animation se fait par consensus. En l'absence avérée de consensus, la désignation se fait par scrutin uninominal secret à un tour par collègues séparés femme/homme (en cas d'égalité de voix, le/la plus jeune des candidat/es est élu/e).
- d |** La composition du Comité d'Animation peut être modifiée en cours de mandature, soit par l'évolution des binômes chargés du pilotage des Groupes de Travail, soit par la Plénière en ce qui concerne les membres directement désigné/es par elle. Dans ces cas-là, la durée de la responsabilité au sein du Comité d'Animation prend fin à la période normale du renouvellement de cet organe (mi mandature et fin de mandature).
- e |** Le Comité d'Animation désigne en son sein, pour une durée de trois ans renouvelable - parmi ses membres titulaires qui ont été désigné/es par la Plénière - une co-présidence femme/homme dont la mission est de coordonner les travaux dudit Comité et de conduire les travaux des réunions plénières de l'AdT. En leur absence, un/e membre désigné/e par le Comité d'Animation en son sein remplit temporairement leurs fonctions. En cas de vacance définitive au sein de la co-présidence, le Comité d'Animation pourvoit au remplacement du poste, la durée de cette fonction prenant alors fin à la période à laquelle aurait pris fin la fonction de la personne remplacée.

f | En cas de vacance de siège au sein du Comité d'Animation, et ce pour quelle raison que ce soit, la Plénière suivante pourvoit à son remplacement en suivant la procédure de désignation initiale.

6 - Groupes de Travail de l'Assemblée des Territoires

- a |** La Plénière de l'AdT définit, lors du renouvellement global ordinaire de son Comité d'Animation, les Groupes de Travail permanents qu'elle juge utiles à son activité.
- b |** Chaque membre de l'AdT est, de droit, membre d'au moins un Groupe de Travail. Les membres suppléant/es suivent obligatoirement le ou les mêmes Groupes de Travail que leur titulaires respectifs/ves. Pour des raisons opérationnelles, la Plénière peut fixer le nombre maximum de membres d'un Groupe de Travail.
- c |** Chaque Groupe de Travail permanent désigne en son sein, parmi ses membres titulaires, un binôme de pilotage femme/homme chargé d'animer ses réunions et de coordonner ses travaux. Un binôme de pilotage désigné par un Groupe de Travail représente ce dernier au sein du Comité d'Animation de l'AdT. Un binôme de pilotage d'un Groupe de Travail est désigné pour une durée de trois ans renouvelable, sauf si ledit Groupe de Travail décide, pour une raison quelconque, de faire évoluer la composition de ce binôme.
- d |** En tant que de besoin, un Groupe de Travail peut désigner en son sein parmi ses membres titulaires un/e rapporteur/e ou des co-rapporteur/es pour coordonner un de ses chantiers.
- e |** Lors d'une réunion de son Groupe de Travail, un/e membre de l'AdT peut être assisté/e par un/e personne issu/e des Services de son territoire d'origine, dans la limite d'un/e collaborateur/trice par territoire.

7 - Calendrier des réunions de l'Assemblée des Territoires

- a |** L'AdT se réunit en formation plénière - en réunion physique - au moins deux fois par an. Dans des circonstances exceptionnelles - à la demande du Comité d'Animation ou du Conseil Régional - l'AdT peut, en complément de ses réunions plénières physiques, se prononcer en urgence en utilisant un dispositif de visioconférence ou tout autre procédé de dématérialisation de la réunion.
- b |** Le Comité d'Animation de l'AdT se réunit au moins quatre fois par an. Ces réunions peuvent se dérouler de façon physique ou dématérialisée.
- c |** Les Groupes de Travail se réunissent au moins une fois entre deux réunions plénières. Ces réunions peuvent se dérouler de façon physique ou dématérialisée. Les Groupes de Travail peuvent aussi, après accord du Comité d'Animation, organiser leurs réunions en marge des réunions plénières.
- d |** Les lieux de réunion des divers organes de l'AdT sont librement fixés par le Comité d'Animation, dans le cadre d'une relation étroite avec les services logistiques du Conseil Régional. Le Comité d'Animation s'attache à répartir au mieux ces lieux de réunion sur l'ensemble du territoire régional.

8 - Saisines de l'Assemblée des Territoires

- a |** L'AdT s'autosaisit de tous les dossiers qu'elle juge utile à l'avenir des territoires de la Région Occitanie, et ce dans le respect des prérogatives du Conseil Régional et en concertation avec ce dernier pour en évaluer les aspects calendaires. L'auto-saisine est validée par la Plénière de l'AdT, ou en urgence par le Comité d'Animation, sous réserve dans ce cas qu'une majorité de membres titulaires de l'AdT - dûment informé/es par voie électronique - ne signale son opposition à cette saisine dans un délai d'une semaine calendaire.
- b |** Une proposition d'auto-saisine de l'AdT peut émaner du Comité d'Animation, d'un Groupe de Travail ou de la Plénière elle-même. Les conclusions d'une auto-saisine peuvent prendre la forme d'un rapport d'évaluation ou d'une étude prospective, d'un compte rendu d'expérimentation territoriale ou d'échange de bonnes pratiques, d'une proposition d'amendement sur un dispositif existant ou envisagé par le Conseil Régional, ou de toute autre initiative compatible avec les objectifs et compétences de l'AdT.

c | Dans les cas d'auto-saisine, les territoires concernés mobilisent en priorité leurs moyens pour mener à bien leur action, les éventuelles incidences techniques ou financières complémentaires sont étudiées en relation avec les Services du Conseil Régional.

d | Le Conseil Régional - au travers d'une délibération de sa Commission Permanente - peut saisir l'AdT sur tout dossier pour lequel il jugerait opportun d'avoir l'éclairage de tout ou partie de ses bassins de vie. Cette saisine peut concerner un rapport d'évaluation ou une étude prospective, une demande d'expérimentation ou de mutualisation, un échange de bonnes pratiques, ou toute autre initiative compatible avec les objectifs et compétences de l'AdT.

e | Le Conseil Régional, dans le cadre de son propre Règlement, définit les élu/es régionaux/ales qui ont vocation à établir un lien régulier avec le Comité d'Animation de l'AdT.

f | Une saisine de l'AdT, que l'origine en soit le Conseil Régional ou l'AdT elle-même, n'est pas opposable au rythme de travail du Conseil Régional.

9 - Moyens de l'Assemblée des Territoires

a | Les membres de l'AdT ne reçoivent aucune indemnité pour cette fonction.

b | Lors des réunions des organes de l'AdT, les frais occasionnés pour le voyage, le repas et l'hébergement de ses membres peuvent - le cas échéant et à leur libre choix - être pris pour tout ou partie en charge pour leurs membres respectifs par les budgets des territoires de projet les ayant désigné/es.

c | Dans la mesure du possible, les frais concernant la salle d'une réunion plénière de l'AdT sont pris en charge par le territoire qui reçoit cet événement sur ses terres, le Conseil Régional pouvant, le cas échéant, apporter une contribution pour aider à la tenue de cette réunion.

d | Le Conseil Régional, au travers de ses Services, fournit à l'AdT une aide technique pour la réalisation de ses missions, notamment en lui communiquant de façon régulière et appropriée toutes informations nécessaires à ses travaux, en assurant le secrétariat de l'AdT (envoi des convocations et compte rendus...) et en lui permettant de bénéficier, le cas échéant, de divers partenariats avec les structures spécialisées dans l'animation territoriale. La nature, le format et les limites de cette aide sont fixés en concertation entre le Conseil Régional et le Comité d'Animation de l'AdT.

e | Sous réserve de disponibilité, le Conseil Régional peut mettre gracieusement à la disposition de l'AdT ses propres salles de réunions, notamment celle des Maisons de la Région pour faciliter les réunions par visioconférence.

f | Le Conseil Régional aide à la communication des membres de l'AdT en mettant à leur disposition - dans le cadre d'une concertation avec l'AdT qui définit ses besoins - des outils de communication interne (site intranet ou autre) et externe (site internet ou autre), ainsi que des outils de concertation citoyenne.

10 - Évolution du fonctionnement de l'Assemblée des Territoires

a | La Plénière de l'AdT peut modifier ou compléter les présentes règles de fonctionnement.

b | Les modifications des règles de fonctionnement de l'AdT entrent en fonction après leur validation par le Conseil Régional qui les porte alors en annexe de son propre Règlement Intérieur.

Dispositions transitoires lors de la création de l'Assemblée des Territoires

a | Lors de la première session plénière de l'AdT de l'année 2017 sera désignée la part du Comité d'Animation de l'AdT composée par les binômes de pilotage des Groupes de Travail, suite aux réunions constitutives desdits Groupes de Travail durant lesquelles ces personnes seront choisies.

b | Lors de la première session plénière de l'AdT de l'année 2017 sera lancé un appel à candidatures pour compléter le Comité d'Animation auprès de l'ensemble des titulaires de l'AdT afin que les sièges restants soient pourvus lors de la deuxième session plénière de l'AdT de l'année 2017.

c | Dans l'attente de la désignation de cette seconde part du Comité d'Animation de l'AdT, les sept membres désigné/es au sein de l'atelier «Gouvernance» lors de sa session constitutive de l'AdT de novembre 2016 siègeront au Comité d'Animation, en complément des binômes issus des Groupes de Travail.

d | C'est au sein de ces sept membres de l'atelier «Gouvernance» - qui, depuis la session constitutive, ont assuré la mise en place de l'AdT en relation avec le Conseil Régional - qu'est choisie la co-présidence provisoire du Comité d'Animation de l'AdT. Cette co-présidence intérimaire prendra fin lors de la deuxième session plénière de l'AdT de l'année 2017, quand le Comité d'Animation verra sa désignation pleine et entière achevée.

e | Le début de la première mandature de l'AdT est fixée à novembre 2016 (date de la session constitutive de l'AdT). Par convention, la première période de 3 ans indiquée au présent règlement comme durée de la responsabilité des membres du Comité d'Animation s'achèvera donc à la mi mandature en novembre 2019.

HÔTEL DE RÉGION TOULOUSE

22, boulevard du Maréchal Juin
31406 TOULOUSE Cedex 9
05 61 33 50 50 - www.laregion.fr

HÔTEL DE RÉGION MONTPELLIER

201, av. de la Pompignane
34064 MONTPELLIER Cedex 2
04 67 22 80 00 - www.laregion.fr

www.laregion.fr/adt-mars-2017

